



dans l'après-midi. Après avoir donné audience au nouveau ministre d'Espagne, Sa Majesté a reçu successivement M. le chargé d'affaires de l'empire d'Allemagne, M. l'avocat Bayart, M. le vicar général de Mulder, président du séminaire de Gand, et M. Bosquet, conseiller à la cour de cassation.

Le Roi a travaillé ensuite avec le ministre des travaux publics et le ministre de la guerre.

Le Roi a reçu hier matin, au palais de Laken, le nouveau colonel de cavalerie de la résidence royale, MM. Jules Van Volxem, bourgmestre, Franssens, Bockstael, échevins, et Emile Hellebaut, secrétaire communal.

La légation d'Autriche-Hongrie a été chargée de rappeler à tous ceux qui voudraient faire hommage à S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, d'ouvrages scientifiques ou artistiques, que l'autorisation préalable de S. M. I. et R. Apostolique est indispensable.

Cette autorisation peut s'obtenir par l'entremise de la légation impériale et royale.

Tous les ouvrages envoyés directement à Sa Majesté ou à une des grandes charges de la cour ne seront pas acceptés, mais renvoyés aux frais de l'auteur.

L'Institut des beaux-arts de Malines a ouvert un concours d'art industriel, qui a donné de très-bons résultats et qui comprenait l'imitation de bois et de marbre, l'orfèvrerie, la dinanderie et les dentelles. De nombreuses distinctions ont été accordées. Une jolie exposition des objets envoyés au concours est ouverte en ce moment au local de l'Institut.

On nous écrit de Liège, 5 octobre : « Ainsi que je vous l'ai annoncé, la grève qui avait éclaté à la houillère de l'Ammonioir, où elle n'a duré que trois jours, par suite d'un arrangement pris entre la direction de l'exploitation et les ouvriers, s'est étendue à d'autres charbonnages où elle persiste.

Elle n'est pas seulement amenée par les prétentions à une augmentation de salaire par les ouvriers, ceux-ci posent diverses conditions à leurs patrons; ainsi, à la houillère de Gérard Cloes, les mineurs, outre une augmentation du prix de leur journée, demandent que le cuiffait soit en tout temps à leur disposition, quand ils veulent remonter; mais on a refusé d'acquiescer à cette exigence. La direction met en service des ouvriers tous les jours de 4 à 6 heures, mais en dehors de ce temps, ceux qui désirent sortir des puits doivent opérer leur ascension au moyen des échelles fixes. Sur ce point il y aura arrangement, mais on ne peut en espérer avant sur une autre condition que les houillères mettent en avant. Presque tous travaillent à la tâche et non à la journée, et, malgré cela, ils voudraient que la direction de la houillère leur garantisse un minimum pour chaque journée qu'ils fixent à 5 fr. 50 centimes.

Néanmoins, à Gérard-Cloes, un grand nombre des ouvriers qui chômaient se sont remis à la besogne, en attendant qu'une résolution soit prise sur leurs demandes.

On s'attendait hier à des scènes regrettables à la houillère de la Batterie où le seul ouvrier n'a voulu venir descendre, parce qu'il craignait d'être arrêté par la direction de la houillère; mais tout s'est passé dans l'ordre le plus parfait; les houillères, sans se livrer à la moindre manifestation, sont allées recevoir le produit de leur journée de travail, déduction faite des jours de chômage.

À la houillère de Sainte-Marguerite les travaux sont repris depuis hier; par contre, à la houillère de la Baenre, à Herstal, la grève continue par suite d'un accord complet entre tous les travailleurs.

On nous écrit de Liège, 7 octobre : « La grève a pris fin aujourd'hui matin dans les charbonnages de cette ville où elle s'était produite. À l'Ammonioir, à Gérard Cloes, à Sainte-Marguerite, on travaille à pleins bras. À la houillère de la Batterie, où la grève avait été la plus intense, la majeure partie des ouvriers sont descendus ce matin dans les puits; ils ne tarderont pas à être imités par les autres houillères de cette exploitation qui ont voulu continuer le chômage, moins pour se faire de la résistance que pour empêcher de rendre au champ de foire dont l'ouverture a eu lieu hier.

On n'a pas eu de désordre à signaler; la police a cependant arrêté cinq des grévistes, l'un pour avoir voulu couper les cordes du cuiffait pour empêcher les ouvriers de descendre dans les travaux, deux autres pour avoir proféré des menaces envers leurs compagnons pour les mettre en grève, et les deux derniers pour avoir jeté des pierres contre les agents de l'autorité qui procédaient à l'arrestation du premier de ces individus.

Il a été fait droit aux réclamations des ouvriers mineurs, et dans la plupart des charbonnages on a accordé les majorations de salaire demandées.

Les autres prétentions des ouvriers ont été écartées, celles autres d'avoir le cuiffait à leur disposition toute la journée pour descendre dans les galeries ou en sortir à volonté. Comme précédemment, cet engin servira aux ouvriers à telle partie de la journée, en dehors duquel temps, ceux qui voudront sortir des puits devront recourir aux échelles.

J'ai interrogé un groupe de mineurs de la Batterie avant-hier pour connaître leurs exigences, et voici ce que j'ai recueilli d'un de ces travailleurs :

Nous demandons qu'on augmente de 20 à 25 centimes les prix qu'on nous paie pour l'extraction d'un mètre cube de houille et que de plus la direction nous garantisse un minimum de journée de travail de 5 francs 50 centimes.

C'est exactement ce que je vous avais fait connaître dans une précédente note. Ce qui forme obstacle à ce que cette demande soit accueillie, c'est que les ouvriers qui la font travaillent tous à la tâche et qu'on ne peut raisonnablement assurer un salaire aussi élevé à des gens qui pourraient se croiser les bras quand il leur en prendrait fantaisie.

On ne peut toutefois que féliciter les directions des charbonnages d'améliorer autant que faire se peut la position de leurs ouvriers qui eux aussi ont tout droit de profiter de la hausse considérable que vient de subir le prix de la houille.

Le conseil de prud'hommes de Bruxelles se réunira en audience publique jeudi prochain, 10 courant, à sept heures du soir, rue de l'Amigo.

Le prix du pain à la Boulangerie économique de Bruxelles, rue des Tanneurs, 54, est cette

semaine de 47 c. le kil. la première qualité, 44 c. le kil. le demi-blanc, 41 c. le kil. le pain de ménage.

#### Nécrologie.

Le prince Georges Galitzine, membre de l'une des plus anciennes et des plus illustres familles de Russie, et amateur très-distingué de musique, vient de mourir à Saint-Petersbourg, des suites d'un refroidissement. Il avait consacré sa vie et sa fortune à la formation d'un choeur de chanteurs russes, qu'il dirigeait lui-même avec un véritable talent, et qui a fait entendre, dans beaucoup de villes d'Europe et même en Amérique, les chants nationaux moscovites.

Charles Simonin, pianiste, organiste, compositeur et professeur de musique, est mort le 26 septembre à Dinant, sa ville natale, à l'âge de soixante-deux ans. Il avait donné des concerts à Dinant à l'âge de dix ans. Il fut lié avec la plupart des sommités artistiques contemporaines, Moschels, Liszt, Fétis, Schumann, etc. Ce dernier lui a dédié son opus 26. À la suite de revers de fortune, Charles Simonin s'était vu au professeur à Dinant. (L'Id.)

#### Arts, sciences et littérature.

M. Gounod donnera, samedi prochain, un grand concert au théâtre de la Monnaie. L'orchestre et les chœurs, formant deux cents exécutants, sous la direction de l'auteur de *Faust*, nous feront entendre de grandes compositions symphoniques et chorales. Il ne s'agit pas là d'une soirée intime, destinée à l'audition de mélodies de salon et de morceaux délicats. Le maître usera des voix de l'orchestre et des voix du chœur pour nous donner quelques-unes de ses œuvres puissantes et de ses conceptions vastes, ses œuvres de concert.

Nous n'avons pas besoin de signaler l'intérêt profond d'un pareil concert. Il sera plein de révélations pour le public de Bruxelles, car on y entendra *Galiléa*, une grande composition biblique inspirée par les malheurs de la France, la symphonie en *mi-mol* de Gounod, et les airs de ballet de *Faust*, qui n'ont pas été joués encore au théâtre de la Monnaie. Ajoutez à ces nouveautés, qui attireront tous les musiciens et tous les amateurs, des pages comme l'*ouverture de Mireille*, la mélodie adaptée au prélude de Bach pour chœur et orchestre, l'air de la *Reine de Saba*, la marche et le chœur du même opéra, et vous avez un programme magnifique, et qui sera un événement musical. Entendez de grandes œuvres de Gounod, dirigées par Gounod, c'est une bonne fortune qui lui suffit à signaler. Le vrai public tout entier en voudra profiter.

THEATRE ROYAL DU PARC. — Rappelé par ses engagements au théâtre du Palais-Royal, Brasseur nous quitte en nous laissant le gai souvenir d'une série de joyeuses et brillantes soirées. — Il donnera demain une représentation d'adieux, composée de *La Fille du Diable*, de *Maria de Médicis*, et de *La place aux artistes du Palais-Royal*, Lugnet et Alphonsine en tête.

A bientôt la pièce en vogue, *le Révolté*.

Bulletin de la bourse de Bruxelles. Les bonnes dispositions que nous constatons à la bourse de samedi ne se sont pas modifiées. C'est la première fois depuis bien des semaines qu'une amélioration du marché se présente pendant l'ouverture des heures. Aussi les haussiers si rudement éprouvés par les deux dernières liquidations reprennent-ils courage; l'emprunt français reste demandé à 86-95, après avoir fait 87; les Métaux ne varient pas à 53-55 1/2; pour nos Papiers, elles ont donné lieu à quelques transactions à 29 1/2.

Le comptant est bon; le rente belge 4 1/2 monte à 102-65; le 4 1/2 p. c. de la Caisse d'annuité fait à 102-50; le marché des obligations est plus calme; les Cockerill poursuivent leur marche ascensionnelle, on les recherche à 1,535. Les Banques nationales sont fermes à 3,450.

Pas de variations sur les changes.

#### Communications et avis divers.

LA MESSAGERIE EXPRESS, 92, rue du Midi, à Bruxelles, — 14, rue Mazagran, à Paris, — se charge du transport des échantillons, notes, valeurs, espèces, papiers d'affaires et colis de toute nature en grande et petite vitesse. — Dégradations du mont-de-piété. — Commission. — Agence en douane.

— Soit-on insaisissable à fr. 3-30, Marché-au-Bois, 8.

#### NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.) Paris, 6 octobre.

Il se confirme de toutes parts qu'au retour de l'Assemblée il y aura à peu près 500 membres tout disposés, les uns par conviction, les autres par dévouement, d'autres dans un intérêt de réflexion et dans un espoir de place à obtenir, à prendre sous une forme ou sous une autre une décision législative et même constitutive de laquelle il résultera que la république est définitivement proclamée.

Ce sera là un des spectacles de bassesse humaine les plus étonnants que j'aie jamais été témoin. Lors de la seconde république, il y eut une foule d'adhésions pareilles, insérées par la légalité. On ne savait pas que cette république serait d'une bonté qui démentirait les souvenirs terribles de celle qui fut fondée en 92 avec un concours d'héroïsmes aussi grands que les crimes.

Aujourd'hui c'est pis encore; on sait qu'on peut refuser de se rallier à la république, afficher tout haut même des tendances orléanistes, légitimistes, bonapartistes, sans provoquer aucune rigueur, même aucune expression de mécontentement du gouvernement, qui garde uniquement ses rigueurs pour ceux qui le soutiennent. Seulement la république est la plus forte, on sait que si on se présente contre elle devant le scrutin, on n'a aucune chance; que si on attend le retour de la monarchie pour solliciter des ambassades et tous les grands postes qui se concilient aujourd'hui avec le mandat de député, on peut attendre bien longtemps, peut-être même en faire complètement son deuil. Alors il est bien évident qu'il faut oublier qu'on a, par tous les moyens, conspiré contre la république, depuis qu'elle existe de fait, mené, à la porte de tous les prétendants, des adhésions ou des compromis qui pouvaient faire espérer la concentration de toutes les forces monarchiques; on base les pieds de M. Thiers; on avait voulu faire disparaître, sinon même fuir, après les avoir couverts d'insultes, tous les députés des premières élections; on les a tous déshonorés, et depuis les manes les plus dévoués jusqu'à celle de M. Gambetta, et on marche servilement dans leurs soutes, on prend platement leur rôle.

Jusqu'à rien que de très-naturel; c'était même prévu, ce doit être accepté. Mais voici qui est plus curieux : tous des journaux sincèrement républicains mettent en doute ces dévouements à la république qui ne sont que des dévouements aux divers égarés, on les accuse d'exclusivisme. Non-

seulement il faut accepter les adhésions de ces républicains, car, à coup sûr, n'a rien que de raisonnable, car leur apostasie était la preuve de leur impuissance, on aurait mauvaise grâce à ne pas leur en donner acte, — mais aussi, c'est à ces hommes hier encore ennemis irréconciliables de la république, aujourd'hui seulement réconciliés avec leurs intérêts, qu'il faudrait exclusivement confier toutes les grandes situations. En un mot, il faudrait que les montons pressés les loups de devenir bergers. Et lorsqu'on discute nominativement la sincérité de ces conversions de fraîche date, lorsqu'on demande si bien sérieusement les gens qui voudraient nous gorger hier veulent nous sauver aujourd'hui, on crie à l'exclusivisme, et l'on dit que les républicains de la veille ou tout au moins les républicains décidés veulent garder toutes les situations pour eux.

En admettant que le fait soit vrai, il n'y a qu'une chose à dire, c'est que les républicains ont perdu bien raison, qu'ils ne veulent pas, quand la république se fonde définitivement, qu'on leur donne des fonctionnaires qui préparent sous main une nouvelle révolution. Le résultat de ces conversions ambiguës, de ces adhésions ambiguës, de ces complaisances du gouvernement pour des alliés de la dernière heure qui veulent l'exploiter et non le soutenir deviendra bien clair; ce sera le succès du radicalisme, succès qui sera représenté purement et simplement par la bonne foi de la réaction comme l'avènement du régime de la guillotine, mais qui deviendra tout honnêtement le seul moyen pratique pour que la république s'installe, calme, mais décidée, s'établisse. Les idées, sous ce défilé à juste raison de ceux qui n'aiment pas assez la république, puisqu'ils ne l'aiment que pour eux, préféreront les candidats qui la voudront, beaucoup et même trop. La faute en sera uniquement aux apostasies intéressées et aux conceptions hypocrites; et les prochaines élections commencent très-vraisemblablement à indiquer à cet égard un symptôme des plus significatifs.

M. Léon Chevreau a publié dans l'Oise sa profession de foi. De celui-là il n'y a rien à dire, il a le pouvoir de ne pas se déclarer impérialiste, mais au moins il n'a pas la bassesse de se dire républicain quand il ne l'est pas. Aussi le bruit courait qu'il pourrait bien ne pas persister dans sa candidature, faute de chances. J'ignore si ce bruit a quelque fondement, mais ce qui est certain c'est que si M. Léon Chevreau, au lieu d'avouer avec une demi-loyauté ses préférences pour la monarchie, sans dire celui qui lui plaît, s'était renfermé dans les généralités, il n'y aurait pas eu assez de cris probablement parmi les républicains de fraîche date pour accuser les républicains réels de ne pas vouloir ouvrir leurs bras à M. Léon Chevreau.

Les conseillers généraux du département de l'Indre viennent de s'adresser au gouvernement pour demander la république définitive.

Une dépêche du Times a annoncé que le corps diplomatique avait fait déclarer à M. Thiers que, depuis les discours de M. Gambetta, les dispositions des puissances qu'il représente étaient tout à fait changées pour la France. Les correspondants du parti conservateur devraient se contenter de transcrire l'expression de l'infatigable intention idiosyncrasique dont à toute une population quelques paroles parfaitement légales prononcées au fond d'une province par un député isolé de l'Assemblée et ne devraient pas prêter tant de bêtise et de timidité aux gouvernements étrangers. Il n'y a pas un mot d'exact dans la nouvelle du Times.

Je vous avais raconté ces jours-ci qu'on avait envoyé à un journal qui reçoit les inspirations de la présidence un article atténué des duretés qu'on s'est cru obligé de dire à M. Gambetta. Après réflexion, il y avait eu contre-ordre et l'article n'avait pas été inséré. Mais on s'est ravisé de nouveau, et le même article a paru sous forme de lettre d'Anancy, dans un journal notoirement dévoué à la république conservatrice et à M. Thiers, mais qui n'a ni la réputation ni les altitudes d'une feuille officielle. Quant au journal présidentiel, où l'article devait paraître d'abord, il reprend ce soir la communication qui lui était primitivement destinée de faire exclusive.

Il n'y a rien d'exact dans le bruit répandu par un journal bonapartiste qu'une chanson injurieuse sur l'Empereur, intitulée : *Tête de pipe*, aurait été chantée dans les cafés-concerts. Cette chanson n'y a jamais été dite.

Le gouvernement paraît être décidé de façon positive à disposer en faveur des Alsaciens-Lorrains, dont le sort est si digne d'intérêt et la situation, pour beaucoup d'entre eux, si précaire, des 7 millions qui restent sur la souscription organisée pour la libération du territoire, pour que les souscripteurs ratifient cet emploi des fonds.

On annonce l'arrivée de M. L. Blanc à la Rochelle, où il parlera sans doute, si toutefois l'autorité ne lui en conteste pas le droit.

Au dîner donné par M. Princeteau au comte de Paris, le premier a reçu le second dans sa propriété, l'hôte princier a été accueilli par ce complot : « Monseigneur, c'est un légitimiste qui vous salue la main, mais avec espoir de saluer prochainement en vous le Dauphin de France. » On ne dit pas que ce complot ait paru flatter beaucoup le comte de Paris.

Mardi prochain M. Thiers doit dîner à la préfecture de la Seine; contrairement aux habitudes de la préfecture de M. Haussmann, c'est sur sa fortune personnelle que M. L. S. y prévoie les frais de ces réceptions.

On parle beaucoup de la reconstruction des Tuileries; seulement sur les deux ailes, au lieu de logements, ce seraient deux galeries. On prétend que M. Thiers viendrait s'y établir lui-même, mais j'ose espérer que ses ennemis s'il lui présent le projet d'habiter ce palais de malheur.

M. Barni, député de la Somme, va faire paraître un volume : *les Moralistes français au dix-huitième siècle*, 2<sup>e</sup> et dernière partie de son *Histoire des idées morales et politiques au dix-huitième siècle*. Le volume nouveau est consacré à Vauvenargues, Ducloux, Helvétius, Saint-Lambert et Volney.

Autre correspondance. Paris, 6 octobre.

On parle toujours de la circulaire que M. Victor Lefranc adressera aux préfets à l'occasion des prochaines élections; et cependant le président de la république pas plus que les ministres n'ont songé en-

core à discuter l'opportunité de lancer une circulaire qui, ainsi qu'on persiste à le dire, aurait l'importance d'un manifeste. D'ailleurs, comme vous le savez, les préfets des départements appelés à élire de nouveaux députés ont reçu à Paris des instructions verbales, et si M. Victor Lefranc, dont on ne connaît nullement les intentions puisqu'il est parti pour Mont-de-Marsan et qu'il ne doit revenir que demain ou après-demain, adresse une circulaire aux préfets, il est probable, d'après les bruits qui circulent dans le monde officiel, qu'il ne modifiera pas le sens de ses circulaires précédentes. Il semble inutile que le gouvernement formule de nouveau son programme politique que tout le monde connaît; ce serait, d'ailleurs, un acte impolitique, parce qu'on ne manquerait pas dans le public et dans la presse de renouveler les discussions ardentes de ces jours derniers. Les journaux officiels se taisent jusqu'à présent sur les projets prêtés au gouvernement; néanmoins les bruits qui courent à ce sujet semblent s'accroître dans le public et il est de mon devoir de vous les signaler, quoiqu'ils reposent sur des hypothèses gratuites.

Vous savez que l'intention de M. Thiers est de se rendre jusqu'à la commission de permanence; le président de la république semble persister dans son projet, d'autant plus qu'on prétend, — à tort, je crois — que la commission de permanence désirerait convoquer l'Assemblée.

Plusieurs trains de plaisir sont partis hier de Paris emmenant un grand nombre de pèlerins et surtout de badauds, car le nombre des curieux et des visiteurs dépasse du double ou du triple le nombre des dévots et des croyants. On m'écrit des Hautes-Pyrénées que les affiches les plus bizarres sont placardées dans les villages environnants annonçant l'arrivée de hauts personnages politiques pour prendre part à cette caravane; c'est ainsi que dans un village on avait placardé que le maréchal Mac-Mahon et M. Jules Favre allaient arriver et que les pèlerins ne se bécotaient pas à Lourdes, mais s'élanceraient à plusieurs villes de France. On me donne ces renseignements comme certains.

On parle d'un prochain mouvement préfectoral, et plusieurs journaux confirment la nouvelle que je vous ai donnée du remplacement prochain de M. Guignes de Champagne, on avait dit aussi que M. de Rambuteau, préfet du Pas-de-Calais, devait subir le sort du préfet du Gard, mais il a, paraît-il, rendu assez grands services lorsque la grève des mineurs a éclaté pour que le gouvernement ne songe pas à le déplacer actuellement.

Je peux vous affirmer que le gouvernement est très-satisfait du rendement des impôts.

M. le président de la république doit recevoir prochainement à dîner la commission du métro; on dit que M. Michel Chevalier, quoique membre de la commission, ne serait pas invité, M. Thiers n'ayant toujours eu que des relations assez aigres avec l'ancien sénateur.

Il est inexact que M. Beauvais, candidat dans le département du Morbihan, appartenant au parti radical; le maire de Lorient est républicain de la nuance centre gauche. Dans l'Oise, ce n'est pas M. Chevreau, l'ancien ministre de l'Empire, qui pose sa candidature, mais M. Léon Chevreau, son frère. M. Gérard, le candidat du centre gauche, semble devoir réunir toutes les chances de succès.

Aujourd'hui, M. l'amiral Pothuau part pour Lorient afin d'assister à des exercices de tir.

Hier soir, il y a eu grand dîner au ministère des travaux publics. M. Teisserenc de Bort avait invité tous les membres de la commission internationale du métro et quelques savants. M. Jules Simon, le ministre des beaux-arts, a l'intention d'offrir une coupe en porcelaine de Sèvres à chacun des membres de la commission.

M. Thiers est fort satisfait de la marche des négociations au sujet de la révision du traité de commerce, et il rappelle avec un malin plaisir à ses amis les iniquités de la Chambre tout entière lorsqu'il a voulu dénoncer ce traité. Du reste, d'après des bruits qui ont cours dans les sphères officielles, les résultats probables des négociations dépasseraient les espérances.

Le conseil supérieur de la guerre est définitivement constitué; je ne peux vous donner que quelques-uns des noms des membres qui le composent : MM. de Mac-Mahon, Chabaud-Latour, Ladmirault, le duc d'Aumale, Canrobert, Du Barral, Ozanne, secrétaire général du ministère du commerce, Guio.

La nomination du maréchal Canrobert produira, sans doute, une mauvaise impression dans le public; on affirme que plusieurs ministres ont fait tous leurs efforts pour empêcher le président de la république de le mettre sur la liste.

M. le président de la république a commis certainement une grande faute, en confiant un poste pareil à l'un des artisans du coup d'Etat et des plus ardents courtisans de l'Empire.

Mais il convient d'ajouter que le conseil supérieur de la guerre est simplement un comité consultatif, exclusivement chargé de la législation et de l'organisation militaires, et non pas, comme on l'a prétendu, un comité chargé de diriger les opérations militaires.

Le Journal officiel publie le rapport suivant :

« Paris, 5 octobre.

Monsieur le Président.

J'ai l'honneur de vous proposer de vouloir bien constituer ainsi qu'il suit le conseil supérieur de la guerre créé par décision du 27 juillet 1872 :

MM. les maréchaux de Mac-Mahon, commandant en chef l'armée de Versailles, membre.

Les généraux de division de Ladmirault, gouverneur militaire de Paris, commandant supérieur de la 1<sup>re</sup> division militaire, membre.

Le duc d'Aumale, membre de l'Assemblée nationale, président du comité des fortifications, membre.

Le médecin inspecteur baron Larrey, président du conseil de santé des armées, membre.

L'inspecteur général inspecteur Lefrançois, membre.

Le vice-amiral de La Roncière Le Noury, membre de l'Assemblée nationale, membre.

Audriot, inspecteur des finances, membre.

Ozanne, conseiller d'Etat, secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce, membre du conseil supérieur du commerce, membre.

Le général Hartung, chef d'état-major général et chef du cabinet du ministre de la guerre, membre.

Le général Ranson, directeur général du personnel au ministère de la guerre, membre.

N... directeur général du matériel au ministère de la guerre, membre.

(Cet emploi étant vacant, en ce moment, les chefs des services du matériel de l'artillerie et du génie, ainsi que le chef des services administratifs pourront être appelés par le conseil de guerre supérieur chaque fois qu'il aura à les consulter).

MM. l'intendant général inspecteur Guilloit, conseiller d'Etat, directeur général du contrôle et de la comptabilité au ministère de la guerre, membre.

Le général de brigade Forgemol, chef d'état-major général du 2<sup>e</sup> corps de l'armée de Versailles, secrétaire.

Si vous voulez bien approuver ces désignations, je vous prie de revêtir de votre signature le présent rapport.

Veillez agréer, monsieur le président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

« Le ministre de la guerre, »

« E. DE CISEY. »

Approuvé : »

« A. THIERS. »

Le Journal officiel ajoute à ce rapport la note suivante :

« Le président de la république, sur la proposition du ministre de la guerre, et conformément aux conclusions du décret du 27 juillet dernier, a signé, à la date d'hier, 5 octobre, la nomination des divers membres qui doivent former le conseil supérieur de la guerre. »

« Ce conseil, dit le décret, a pour mission d'examiner, sous la présidence du ministre de la guerre, toutes les mesures d'ensemble relatives à l'armée, aux différents points de vue du personnel, du matériel, de l'armement, de l'administration et des marchés. »

« Le conseil supérieur s'occupera donc spécialement de l'organisation et de l'administration des armées, et non de leur direction, s'il y avait lieu d'en avoir des opérations militaires à exécuter. Cette mission ainsi déterminée sera bien grande encore, et elle devra rendre de précieux et importants services, sans tomber dans les inconvénients reprochés à cette institution qu'on accusait, dans les pays étrangers où elle existait, de substituer son action à celles des généraux. Une institution de ce genre était depuis longtemps désirée, et elle vient à propos dans un moment où les pouvoirs publics s'attachent à revoir et à perfectionner nos institutions militaires. »

« Le conseil tiendra sa première séance mercredi, 9 octobre, au palais de l'Élysée. Le président de la république y assistera. »

On lit dans la Correspondance républicaine :

« Il n'était bruit hier que d'une conversation que M. de Kératry avait eue avec les affaires du jour avec M. Thiers et du mot par lequel celui-ci aurait tenté l'entretien. »

« L'ancien préfet des Bouches-du-Rhône s'étonnait que le voyage de M. Gambetta inspirât autant d'inquiétude au chef du pouvoir exécutif. Il ajoutait : « Ah ça, fit M. Thiers, vous aussi, vous croyez donc que je suis réellement inquiet des voyages et des discours de M. Gambetta? Eh bien! mon cher monsieur, vous ne m'avez rien dit de la situation. »

« Si nous n'avons pas rendu le texte exact, nous avons, du moins, donné le sens. »

« La réponse de M. Thiers est légèrement énigmatique, mais cette énigme, quelqu'un qui est en position de connaître la pensée du Président, nous en donne une explication qui n'annoncerait rien moins qu'un changement de front dans la politique intérieure de M. Thiers. »

« M. Thiers ne peut pas s'appuyer sur la droite qui lui demanderait de rétablir la monarchie légitime. Il ne peut pas s'appuyer sur le centre droit, qui lui permettrait peut-être de temporiser davantage et en lui faisant crédit de quelques semaines, voire même de quelques mois, lui demanderait de s'engager à restaurer la royauté constitutionnelle dans un délai convenu. »

« Il ne peut prendre son point d'appui au centre gauche qui, en tant que groupe isolé, est impuissant sur le nombre et par conséquent à former une majorité et qui de plus, comme tous les centres, est un terrain mouvant trop peu solide pour porter les assises d'un gouvernement. »

« Reste la gauche républicaine qui a constamment soutenu M. Thiers, et grâce à laquelle seulement il a pu se maintenir et venir à bout de toutes les difficultés accumulées au début du gouvernement. »

« Mais M. Thiers considère, paraît-il, la gauche républicaine comme une alliée dangereuse. Il n'y a pas, mais au lieu, au lieu de marcher très-vite, et c'est pour cela qu'il s'est opposé jadis à l'établissement du chemin de fer. Mais aujourd'hui qu'il a soixante-seize ans, le rapide avec vertigineux avec lequel il marche, passe et disparaissent pêle-mêle les hommes, les choses et les idées, épouvante l'imagination timide d'aujourd'hui de ce révolutionnaire de 1830. »

« Entré malgré lui à la république et devenu, au grand étonnement de tous, son plus grand ennemi, non encore, chef du gouvernement républicain, il obéit au mouvement et marche vers le but, mais c'est à la condition que pour y parvenir il ne sera pas forcé de prendre le train express et qu'il pourra, à sa volonté, s'y faire conduire en patache. »

« La patache, M. Thiers travaillerait en ce moment à la fabriquer avec le centre gauche et le centre droit réunis et destinés à former la future majorité gouvernementale. »

« Et bien, loin de regretter le voyage de M. Gambetta, M. Thiers, qui sait combien au fond est modéré l'ancien ministre de la guerre et de l'intérieur, serait enchanté de la frayeur causée par le discours de Grenoble chez les conservateurs. »

« Car il compte que, ceux-ci épouvantés, se jetteront dans ses bras en lui disant : Délivrez-nous, Seigneur, de Gambetta, et protégez-nous contre les radicaux. »

« De cette situation et de cette espérance serait née dans la pensée de M. Thiers toute une politique nouvelle. »

« Lui aussi, il rêverait sa fusion, la fusion des deux centres. Serait-il plus heureux que M. Numa Baragnon? A vrai dire, nous ne le croyons pas. »

« Dans ces deux centres, il y a des hommes qui refuseraient de se ranger sous un drapeau commun. De ceux-là, les uns iraient à gauche, les autres iraient à droite et le centre qui subsisterait serait peut-être trop affaibli par ces retraitements pour former la majorité nécessaire à M. Thiers dans sa situation nouvelle. Car la constitution de la gauche, si elle était acceptée, aurait pour effet de créer par contre-coup une opposition de gauche et une opposition de droite contre lesquelles le centre serait peut-être impuissant à défendre le gouvernement. »

« Est-il même possible de réunir en un seul groupe politique les deux fractions du centre gauche et du centre droit. On n'a pas dû oublier, d'un côté les conspirateurs, les intrigues de couloirs, les votes hostiles, et de l'autre les défilés en pleine Assemblée, les démissions orgueilleusement offertes, les paroles sarcastiques. Les blessures d'amour-propre sont

longues à se cicatriser et ne se pardonnent pas plus qu'un homme au pouvoir ne pardonne les tentatives faites pour le renverser. »

« Une femme jeune encore et élégamment vêtue s'assoit sur le banc de la police correctionnelle du tribunal de Lyon. Son nom est veuve Castella. Le casier judiciaire de cette prévenue révèle deux petits incidents qui lui sont arrivés à Paris et à Bordeaux : elle a été condamnée déjà à quinze mois de prison. »

Cette femme, dont le mari occupait un certain poste dans la police de M. Piétri, sous l'empire, habitait Marseille, et si l'on en croit les renseignements fournis par la police, elle avait mené dans cette ville la vie d'une femme gaie. Bref, elle fit la connaissance d'un nommé Coutaret, avec lequel elle a vécu six ou sept ans. Cet homme, jeune encore, est mort, il y a quelques mois, et son frère qui est médecin à Roanne, a cru devoir porter contre M<sup>me</sup> veuve Castella une plainte en escroquerie. Pour se faire souscrire des valeurs et obtenir de son amant ou de son ami la remise d'une somme de 4,500 francs, M<sup>me</sup> Castella aurait promis à M. Coutaret des bénéfices énormes dans une affaire de chasses-pous. Par ses relations avec différents personnages bien placés dans le gouvernement, ces chasses-pous devaient être achetées par l'Etat.

Pour faire réussir une entreprise semblable, on a besoin de protections, et M<sup>me</sup> Castella n'en manque pas. Le dossier fourmillait de lettres émanant des cabinets des ministres, de M. Barthélemy Saint-Hilaire, et même on a parlé d'une lettre de M. le ministre de l'intérieur Victor Lefranc.

Cette femme est entourée de toutes les recommandations possibles, elle a été tailleur de la reine Isabelle, de la grande duchesse de Bade (lisez la comtesse de Chambord), à l'heure qu'il est, elle est encore en cour. A-t-elle employé des manœuvres frauduleuses pour obtenir de son amant des sommes

que, jeudi dernier, un jeune homme se présente à son domicile, boulevard Haussmann, sous le prétexte d'une communication importante et relative à ses fonctions d'administrateur, mais qui pouvait être faite sans inconvénient à M. R... en même temps.

« La jeune dame intriguée donna l'ordre de faire entrer. Or, vous l'avez deviné, c'était Gaston. »

« A sa vue, elle manqua de s'évanouir et ne put retenir un cri de terreur. »

« Vous entendez, monsieur, dit-elle; enfin, vous ici, vous osez... »

« Oui, Jeanne, j'ose venir jusqu'à vous, plus épris que jamais, parce que, loin de vous, j'ai vu de près la misère, la souffrance, la douleur, la mort. Choisissez, madame, entre la fuite ou la mort avec moi. »

« C'est-à-dire, répliqua M. R..., toute frémissante, entre la honte, le déshonneur ou le devoir. C'est fait, monsieur, frappez si vous l'osez! »

« A cette fièvre et héroïque réponse, Gaston, dont la main s'était armée d'un revolver, courba le front. »

« Mais la jeune dame s'étant alors jetée vers la porte pour fuir, en criant au secours, à l'assassin le misérable redressa la tête, releva l'arme et fit feu. »

« Cette première détonation, à laquelle succéda un gémissement, puis une seconde et double détonation fit accourir tous les gens de la maison. »

« Ils trouvèrent les deux corps de M. R... et de son meurtrier, gisant ensanglantés sur le parquet. »

« Trois médecins furent appelés, qui les examinèrent immédiatement. Tous deux respiraient encore, mais la poitrine de Gaston laissait voir une blessure au sein gauche que le sondage fit déclarer mortelle, et qui contenait deux balles, dont une seule pouvait être extraite sans danger imminent. »

« Effectivement, le jeune criminel expira au bout de quelques minutes et sans avoir repris connaissance. »

« M. R..., atteinte à l'épaule, sera sauvée. »

« On lit dans le *Constitutionnel*: »

« Le pont d'Iéna a été, jeudi soir, le théâtre d'une tentative d'assassinat. »

« Vers onze heures et demie, M. L..., vétérinaire, après avoir passé la soirée dans la rue Montholon, chez un médecin de ses amis, se rendait à son domicile situé avenue Lamotte-Piquet. »

« Arrivé près du pont d'Iéna, il fut abordé par deux individus qui lui demandèrent un renseignement. M. L..., les satisfit, puis il continua sa route sans se préoccuper davantage de ces inconnus dont les allures ne lui avaient inspiré d'ailleurs aucune inquiétude. »

« Ceux-ci, pourtant, le suivirent jusqu'au pont du pont, et, profitant de la solitude complète qui régnait autour d'eux, ils s'approchèrent, lui enlevèrent brusquement sa montre et un portefeuille, et comme il résistait et appelait, ces misérables le frappèrent d'un coup de couteau et le précipitèrent dans la Seine. »

« Malgré sa blessure, M. L... parvint à regagner la berge, après des efforts surhumains. Recueilli dans une maison voisine, il reçut les soins que réclamait son état et, sur sa demande, on l'accompagna à son domicile dans une voiture de remise. »

« M. L... n'a pu fournir sur ses agresseurs des indications suffisantes pour assurer leur arrestation. Néanmoins ses soupçons se sont portés sur une personne avec laquelle il avait eu de nombreux démêlés et qui avait profité contre lui des menaces de versailles, dit la *Patrie*. »

« Une dame russe qui parut tout un hiver dans les salons de Paris, en 1848, et 1849, et que l'on avait surnommée « la dame à la clef ». »

« Retirée à la campagne, près de Versailles, elle y est décédée ces jours derniers, à l'âge de quarante-cinq ans. Elle y vivait dans la plus complète solitude. On prétend que son mari, beaucoup plus âgé qu'elle, venait la voir pendant une semaine ou deux, mais elle ne se rendait jamais au point de son domicile. Tout était mystère, d'ailleurs, autour de la dame à la clef. Au mois de février dernier, ce ne fut pas le mari qui arriva, comme d'habitude; ce fut une lettre qui annonça sa mort. La veuve ne lui a survécu que de quelques jours. Elle s'est littéralement éteinte. On va jusqu'à supposer qu'elle s'est laissée mourir de faim. »

« Histoire ou légende, voici ce qu'on chuchotait sur son compte quand elle parut à Paris, jeune et belle; elle n'avait alors que vingt-trois ou vingt-quatre ans. On se racontait que son mari l'avait surprise, dans une petite maison de campagne qui possédait aux portes de Moscou, au moment où elle fermait vivement une armoire. »

« Un domestique l'avait dénoncée à son mari. »

« L'Otello moscovite donna deux jours à la clef, la retira, puis l'enjoignit à sa femme de sortir avec lui. Un bris de voyage attendait à vingt pas de la maisonnette. Plus morte que vive, la malheureuse obéit. Le mari, quand il l'installa dans la voiture et dit donné un ordre à voix basse au cocher, retourna sur ses pas et rentra dans la maison. »

« Gardez cette clef, avait-il dit à sa femme; j'ai oublié quelque chose, je dois revenir. »

« Il revint, en effet; mais, du bas de la côte que descendait la voiture, la pauvre femme put voir les flammes sortir par les fenêtres de la maison de campagne et commencer à l'envelopper. »

« Elle s'évanouit. Combien dura-t-il cet évanouissement? On ne sait. Mais, en reprenant ses sens, l'infortunée s'aperçut qu'elle avait au cou un collier d'or, sans fermoir, rivé, et auquel était suspendue la petite clef de l'armoire. »

« Elle voulut se lever. »

« Le mari la mena, si elle donnait suite à sa résolution, de dévoter sa faute, de flétrir à jamais sa mémoire, de faire rejeter le déshonneur sur la famille de la coupable. »

« Il la condamna à vivre! elle dut se résigner. »

« Emmenée à Paris, son étrange bijou intrigua beaucoup les curieux. »

« On fit mille conjectures, on jura, jusqu'à ce que, écartant aux prières de la femme, son tyran consentit à la laisser vivre dans une modeste retraite, à la condition cependant, condition qu'elle s'engageait sur serment à respecter, qu'elle n'entretrait pas à sa vie tant qu'il vivrait libre. »

« La mort du mari l'a rendue enfin libre; c'est depuis plus de vingt ans qu'elle languissait ainsi, ayant toujours devant elle le témoignage de son infortune d'un jour. »

« Voici, dit le *Libéral de Cambrai*, un fait qui prouve que dans notre arrondissement, presque aux portes de notre ville, le peuplencore se passe de faits d'une sauvagerie telle, que l'on se demande parfois si le progrès n'est pas un vain mot. »

« Laissons la parole à notre correspondant: »

« Dimanche dernier, fête de Saint-Cloud, M. veuve X..., de ce village, avait été vue par des habitants de Niergues au bras d'un homme marié et ils l'auraient vu aussi aller boire une tasse de café avec cet homme à une heure assez avancée de la nuit; on la remarqua retenant fort dans elle; elle était parfaitement libre d'aller ainsi et ne devait compte à personne de sa conduite. Il paraît que les habitants de Niergues ne l'ont pas ainsi jugé, car lundi, un rassemblement assez fort s'est formé pour aller la chercher chez elle et la corriger d'une bonne façon. »

« La malheureuse femme, en ayant sans doute en connaissance ou voyant les mauvaises dispositions du rassemblement, s'était enfermée chez elle. »

« Ne tenant pas compte de cela, les assaillants ont enfoncé la porte, puis ont saisi cette femme pour la mener jusqu'à l'abreuvoir. Pendant le trajet, on la menaçait de coups et on lui arrachait les cheveux; on la jeta à quatre reprises différentes dans l'abreuvoir. Des pierres ont été lancées sur elle; l'une d'elles a atteint son enfant, âgé d'environ six ans, à la figure et lui a écorché le nez; le médecin appelé à lui rapprocher les chairs avec des épingles. »

« Voilà les faits qui se sont passés à une lieue à peine de Cambrai. La pauvre femme est toute nue des coups qu'elle a reçus et est dans un état pitoyable. »

« On dit que le garde champêtre a apporté à Cambrai le procès-verbal concernant cette affaire. »

« On lit dans le *Libéral de Seine-et-Oise*: »

« La carrière appartenant à M. Ridoux, maître blanchisseur, n'est pas exploitée à ciel ouvert, et par conséquent les voies souterraines nécessaires

à l'exploitation sont formées par de fortes pièces de bois destinées à soutenir les terres et à protéger les travailleurs. Cependant, il existe un renforcement, long de huit mètres sur deux de large, on l'a négligé d'établir ces piliers d'une nécessité absolue. »

« Le 25 septembre, les ouvriers étant à l'ouvrage, les nommés Chaperon et Lochu, s'engagèrent dans cette partie de la carrière, que, jusqu'à ce moment, on avait pu croire sans danger. »

« Tout à coup une énorme pierre, se détachant du ciel de la carrière, vint tomber sur Chaperon, qui tua du coup. Au cri poussé par Lochu, on accourut de tous côtés, croyant trouver les deux hommes ensevelis. »

« Cependant Lochu était debout, échappé comme par miracle à la mort; mais il avait été tellement impressionné, tant par le danger qu'il venait de courir que par la fin malheureuse de son compagnon, qu'il n'a pu supporter la violence de son émotion; malgré tous les secours, il a expiré quelques instants plus tard. »

« Il était âgé de quarante-huit ans; Chaperon en avait seulement trente-deux. »

« On lit dans le *Reformateur de Toulouse*: »

« Un lot audacieux, avec escalade et effraction, a été commis le 4 au soir au préjudice de M. le docteur R..., allée Lafayette, 34. Son ancien domestique, le nommé Louis Castex, âgé de vingt-cinq ans, s'est introduit dans l'appartement du docteur en brisant une vitre (dont on a retrouvé les morceaux tachés de sang), et a emporté un coffre-fort contenant des valeurs considérables, 38,000 fr. environ, dont voici le détail: 30,000 fr. en billets d'ordre; 2,000 fr. en pièces d'or de 100, 50, 40, 20 et 10 fr.; parmi lesquelles une quadruple espagnole; 80 fr. en pièces d'or de 5 fr.; 75 fr. en billets de banque; 30 fr. en billets couverts en argent, marqués au chiffre T. B. F. S. et T. »

« Une parure en diamants estimée 3,000 francs (diadème, collier, bracelets et boucles d'oreilles); Deux boutons en or et deux épingles de cravate en opale et corail, montées en or; Enfin, divers papiers, dont une lettre compromettante pour le sieur Castex, nagère au service du docteur R... »

« La police a arrêté le coupable. »

« Castex a tout d'abord nié; mais pressé de questions, et interrogé sur la provenance d'une blessure toute fraîche à la main, causée par la rupture d'une vitre, il a dû reconnaître sa culpabilité. D'après ses indications, les agents se sont transportés dans un champ où le coffre-fort avait été soigneusement caché. L'enveloppe de bois a beaucoup souffert. Mais les efforts du voleur n'ont pu briser l'armature de fer, et aucun des objets précieux renfermés dans le coffre n'a manqué à l'appel. »

« CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS. — Versements reçus du mardi 24 au lundi 30 septembre de 2,390 déposants, dont 431 nouveaux, 181,055 fr. Remboursements effectués la semaine dernière, à 1,273 déposants, dont 497 soldés, 247,487 fr. »

**NOUVELLES D'AUTRICHE.**

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Vienne, 2 octobre.

Dans une importante question militaire, la commission hongroise pour le budget commun de la guerre a pris une résolution contraire à celle de la commission budgétaire autrichienne. Elle a reconnu l'opportunité d'une prolongation de service et voté, à cette fin, les millions refusés par les Allemands au général de Kuhn.

Cette prolongation de service implique une augmentation de l'effectif de paix, par la raison que les soldats devront, en vue des exercices ou manœuvres, consacrer au service actif plus de temps que précédemment; il y aura plus d'hommes sous les drapeaux. Elle est, du reste, limitée, le service ne pouvant durer plus de trois ans.

Pour que la commission hongroise se décide à adhérer, sous ce rapport, aux vues de M. de Kuhn, il faut que les ministres MM. Andrássy, Lónyay et Kerkapoly plaidassent l'un après l'autre en faveur de l'opinion de leur collègue de la guerre déclarant qu'avec le service triennal on obtiendrait un budget de paix normal.

Cette déclaration décidera peut-être la délégation allemande à se prononcer à son tour, malgré le vote de la commission, pour la prolongation du service. Dans le cas contraire, la question devrait être tranchée en séance commune. Comme vous le savez, les séances communes des deux délégations sont le suprême expédient destiné à résoudre les problèmes épineux: on n'y délibère point, on se borne à voter.

Mais tandis qu'un point litigieux semble ainsi devoir être réglé au gré du ministre de la guerre, la commission militaire de la délégation du Reichsrath lui suscite de nouveaux embarras. Sur la proposition de M. Drestel, elle a infligé hier un blâme au ministre, à cause de diverses irrégularités dans les comptes de 1870, et elle a adopté une motion de M. Herbst en vertu de laquelle une partie seulement de ces comptes a été approuvée. Pour le reste, M. de Kuhn aura à donner des éclaircissements justificatifs.

Il paraît que si, à propos de maintes dépenses, les députés allemands se montrent trop minutieux, d'un autre côté le général de Kuhn a omis plus d'un de raison de spécifier l'emploi des fonds au sujet desquels il demande ratification.

Un de nos journaux annonce que les dissidents entre les députés allemands et le ministre de la guerre ont déterminé ce dernier à donner sa démission. Mais cette nouvelle ne me semble pas mériter créance, puisque le ministre de la guerre a se régler sur les décisions des deux délégations et non sur les décisions de l'une d'elles. De plus, cette nouvelle n'est pas confirmée officiellement, et il est peu vraisemblable que M. de Kuhn fasse une question de portefeuille d'une affaire sur laquelle le dernier mot n'est même pas dit encore par la délégation allemande *in pleno*.

Sur le budget ordinaire de l'armée, la commission magyare a opéré des radiations à peu près conformes à celles de la délégation autrichienne.

Les grands journaux de Pesth s'accordent à désigner comme prochain le règlement de la question de la Banque. Des négociations entamées avec la Banque nationale par le gouvernement de Hongrie, il résultait qu'on laisserait intacts les droits de cet établissement financier. D'où il suivrait qu'une sorte de Banque nationale à Pesth ne serait, à vrai dire, qu'une succursale de la Banque de Vienne.

Il s'entend que la solution de cette question impliquait aussi l'aplanissement du différend entre les ministères d'Autriche et de Hongrie relativement aux 80 millions dus à la Banque nationale.

On parle, mais ce n'est qu'une rumeur, d'une défection projetée par bon nombre de députés de la gauche hongroise, lesquels songeraient à se rallier à l'extrême gauche. Si cette rumeur se confirmait, le centre gauche graviterait sans nul doute vers la droite.

A l'occasion de la réouverture des cours de l'université de Pesth, le nouveau recteur, M. Pierre Hatlaly, a prononcé un discours sur la liberté de la science. M. Hatlaly a justifié les espérances qu'avait fait concevoir son attitude antiautoritaire, en reconnaissant que même les thèses religieuses, reposant sur la révélation, devaient subir la critique de la raison. Les *clérus* de l'auditoire ont confirmé l'affirmation de l'orateur.

A la Chambre des députés du royaume de Saint-Etienne (il me faut toujours parler de la Hongrie, puisque c'est là que se concentre pour le moment toute l'activité parlementaire de l'empire), la discussion de l'Adresse était assez calme avant-hier et hier. C'est que M. de Lónyay n'avait point encore répondu aux accusations de M. de Tisza. L'opposition se recueillait.

**NOUVELLES DE HONGRIE.**

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Pesth, 1<sup>er</sup> octobre.

Les projets d'adresse, que les différentes fractions des partis politiques du Parlement hongrois viennent de présenter à la Chambre basse, expriment les

aspirations de toutes les nuances politiques en Hongrie.

Le projet d'adresse de la majorité n'est qu'une paraphrase du discours du Trône; seulement il ne fait aucune mention du conflit des partis au sujet du pacte de 1867 conclu avec l'Autriche. La majorité a voulu ménager par là les susceptibilités de cette fraction du centre gauche, laquelle vient de témoigner par l'exposé connu de M. Ghyecz, le désir de se rallier aux arrangements de 1867. L'adresse touche à peine à la politique extérieure de l'empire; elle se borne à exprimer des vœux pour le maintien de la paix sans entrer dans aucun détail relatif aux alliances de l'empire. Sous ce rapport, le projet d'adresse du centre gauche est bien plus explicite. M. Tisza a rédigé cette adresse; il appuie sur la nécessité d'une alliance étroite entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

Le projet d'adresse de l'extrême gauche prouve d'une manière évidente que l'opposition a pour dernier but la complète séparation de la Hongrie de l'Autriche. Les 40 députés de l'extrême gauche déclarent dans leur projet d'adresse que le Parlement autrichien n'est pas l'expression légitime de la volonté du pays; par conséquent, l'adresse demande la dissolution de la Chambre basse. On croirait qu'après une pareille protestation les députés en question allaient donner l'exemple en déposant leurs mandats; Pas du tout; ils restent sur leurs sièges, prennent part aux travaux du Parlement et s'attachent de les entretenir autant que possible. Le seul fait, que l'extrême gauche proteste contre la légitimité du Parlement hongrois et qu'elle garde en même temps ses mandats de députés, est assez explicite, pour ne pas trop s'occuper de ce parti; car décidément ce ne sont pas des hommes sérieux.

M. Militics a présenté un projet d'adresse au nom des Serbes-Hongrois; ce projet demande une autonomie politique et un territoire national pour les Serbes; ensuite il proteste contre l'oppression des Serbes par les Tchèques en Bohême. M. Militics a fait 5 millions de Tchèques en Bohême; mais ces derniers l'ont tout complètement dédaigné. Les Roumains, qui n'ont aucun intérêt au démembrement de la Hongrie, ont refusé de signer cette adresse et ont adhéré au projet d'adresse de la majorité, sauf quelques modifications à y introduire dans le sens des intérêts spéciaux de leur nationalité.

**NOUVELLES D'AUSTRALIE.**

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Melbourne, 13 juillet.

Les aborigènes d'Australie ont une curieuse manière d'élever leurs enfants, dont le nombre est de reste toujours fort limité dans chaque famille; cela n'est pas bien étonnant après ce que j'ai dit du traitement honteux que subissent les femmes. Un enfant nait-il difforme, ses bons parents lui épargnent une vie misérable; à peine s'est-il montré qu'il le tue. Le barbare de l'antique Sparte a son pendant chez les sauvages de l'Australie.

La nourriture des aborigènes est si grossière que les enfants ne peuvent en manger avant d'avoir de fortes dents; aussi n'est-il pas rare de voir un gros bambin ou « *picaninny* », comme on les appelle ici, quitter le jeu pour courir à sa mère et demander à son lait de nouvelles forces et d'une nouvelle vigueur.

Assitôt après la naissance d'un enfant, on l'engage, et dès ce moment, son avenir appartient à son fiancé. Si celui-ci meurt, l'engagement passe à son héritier. Quand elle le désire, la jeune fille rejoint son mari, suivant complètement en cela sa propre volonté.

Quant à ce qui regarde les « *picaninny* » mâles c'est tout différent. A peine savent-ils se tenir debout qu'on leur apprend à manier la lance et à lancer le boomerang, ce qui fait que quand ils arrivent à l'âge de la puberté, âgé auquel ils sont soumis à une initiation, ils sont tout prêts à prendre avec honneur place parmi les guerriers de la tribu et à être considérés comme « hommes ».

Cette cérémonie de l'initiation varie beaucoup suivant les différentes tribus ou les différentes parties de l'Australie. A l'est, c'est l'extraction d'une ou de deux dents; au Nord, c'est un affreux tatouage exécuté sur le dos ou la poitrine au moyen d'une pierre signée ou d'une écaïlle. Certaines tribus, encore, pratiquent la circoncision, et la circoncision achevée, défense au jeune initié est faite de porter les yeux sur une femme avant deux ou trois ans révolus. Il vit isolé, ne rejoignant les guerriers de la tribu que pour la chasse ou la guerre. Quand ce terme d'épreuve est passé, il repart au camp, allume un grand feu et reçoit les félicitations de ses amis; puis, si une femme de la tribu lui revient de droit, celle-ci est à sa disposition.

La manière de conduire un *kebarrah*, — tel est le nom donné à cette cérémonie de l'initiation par les tribus de l'Est — est assez singulière pour mériter une description spéciale.

Lorsque tous les hommes de la tribu et les invités des tribus voisines sont assemblés, et que les femmes (pour qui le *kebarrah* doit demeurer un mystère) sont retirées dans la forêt, les jeunes gens, ou plutôt les jeunes victimes en faveur de qui se donne la fête, sont menés sous la garde de leurs parrains au milieu du cercle formé par les guerriers. Alors commencent une série de danses et de pantomimes qui toutes ont leur signification particulière et notent aux jeunes adeptes les différents devoirs qu'ils auront à observer étant hommes. Des lutes mimiques les remplissent de courage et d'enthousiasme, tandis que, d'un autre côté, on leur fait comprendre le dédain général qui les accablera s'ils n'ont pas la force de supporter sans sourcilier les douleurs qui les attendent. Cela fait, les parrains s'accroupissent sur le sol et l'on place les jeunes gens sur leurs épaules; puis, un sorcier ou un chef s'avance, armé d'une courte et solide baguette et, après avoir relevé les genoux au-dessus de la dent à extraire, il pose sur celle-ci le mot amical de la baguette, et d'un coup bien appliqué, au moyen d'une pierre, achève l'opération. Pendant ce temps, tous les guerriers entourent la victime, la menaçant de leurs armes; si le jeune homme n'a pas crié, il est admis au rang d'homme, devient un guerrier, et, à partir de ce moment, il peut se marier; s'il s'est conduit avec moins de courage ou le chantage du côté des femmes, dont il devient désormais le jouet et l'esclave. Une fois reçu au rang d'homme, a-t-il le plus initié peut se marier. Mais très-souvent il n'y a plus de femmes disponibles dans la tribu. Il ne lui reste, dans ce cas, qu'un seul moyen: c'est d'enlever une d'une tribu voisine. Armé jusqu'aux dents — qui lui restent, — car l'expédition est dangereuse et amène toujours de sanglants combats, il se dirige vers le territoire où il espère trouver une compagne ou plutôt une esclave. Arrivé là, il guette avec patience, offre une occasion favorable, puis fond sur sa proie, l'étourdit au besoin d'un coup de massue et l'emporte dans les profondeurs de la forêt. Bientôt la femme revient à elle et fait presque toujours par accepter son nouveau maître, s'enfuyant au plus vite avec lui. — Comme on le voit, se marier pour eux, c'est bien réellement *prendre* une femme, et toute la cérémonie se résume souvent en un coup de lance ou de massue, prélude des marques de tendresse à venir.

Mais le tout n'est pas d'enlever une femme, le difficile est de la garder. Aussitôt qu'on s'est aperçu dans la tribu volée de la disparition d'un de ses membres, le mari ou tout autre proche parent s'élançait sans perdre de temps à la poursuite du couple. Une lutte d'adresse, de ruse et de vitesse s'engage entre poursuivants et poursuivis, et il est bien rare que les ennemis ne finissent par se rencontrer. Un combat s'ensuit; dans ce cas, la raison du plus fort étant généralement la meilleure, d'après l'issue de la bataille se décide le sort de celle qui en fait la cause innocente. Si elle est restituée à son premier mari, elle court grand risque d'être immolée à son courroux; sinon, elle reste la possession du ravisseur qui retourne dans sa tribu fier du succès de son entreprise.

Les vieillards ont l'adresse de se réserver le plus grand nombre de femmes et ont leur est d'autant plus facile qu'ils ont plus de filles; ils font dans ce cas des échanges.

On pourrait remplir des volumes si l'on voulait faire une histoire complète des coutumes et des cérémonies de ce peuple étrange, qui malheureusement disparaît chaque jour de plus en plus de la surface de l'Australie. La civilisation tue ce rare qu'elle devrait régénérer. Obligé de se voir paraître dans les lieux habités par les blancs, entrant dans la solitude de la forêt, l'aborigène rejette ses vêtements qui le gênent et l'oppressent et contracte des affections qui non-seulement abrègent sa vie, mais passent à ses enfants. L'eau-de-vie qu'ils aiment passionnément n'est pas leur moindre ennemi, malgré tout ce que les gouvernements des différentes colonies et les institutions charitables ont fait et font encore pour les hommes de cette pauvre race, chaque année constate une diminution effrayante dans leur nombre. Bientôt il ne restera plus que le souvenir des habitants dépossédés de la terre australienne.

Melbourne, 13 août 1872.

Juillet et août sont généralement pour les colonies australiennes les mois les plus tranquilles, les plus mornes. C'est une espèce de période transitoire pendant laquelle les affaires sont nulles et les événements dignes d'être notés bien rares. Cette année-ci, un hiver d'une rigueur exceptionnelle a rendu cette particularité encore plus frappante. Les anciens colons ne se rappellent pas avoir eu une saison aussi humide et froide que celle que nous venons de traverser. A Melbourne, le mercure est descendu jusqu'à zéro le 10 de ce mois, tandis que dans les environs de la ville une couche de glace épaisse de plusieurs millimètres couvrait les places d'eau.

Beaucoup de neige est tombée aussi dans certains districts: le 9, un steamer arrivait de Geelong (port situé à environ 30 milles d'ici par eau) en était couvert. Sur quelques lignes de chemin de fer, le trafic en fut même arrêté.

Cette température extraordinaire s'est fait sentir jusqu'à Sydney et l'on se serait souvent plutôt cru en Angleterre que sur ce continent australien dont le climat est, à tort ou à raison, tant vanté.

Un moment on craignait des inondations désastreuses, mais ces craintes ne se sont fort heureusement pas confirmées, et les avis reçus de l'intérieur sont en ce point satisfaisants, surtout pour ce qui regarde la condition des moutons. Tout fait espérer que, vu la grande abondance de nourriture et d'eau, une excellente tonte marquera cette saison. La laine sera plus longue, plus saine et plus belle que l'année dernière et augmentera encore la réputation que s'est acquise ce pays pour la production de cette matière si utile et si précieuse. Les opérations de la tonte ne commenceront pas avant la fin de ce mois.

On s'occupe beaucoup dans cette colonie et dans la Nouvelle-Galles du Sud de l'établissement d'un nouveau système postal. Bientôt se terminera le contrat de la Compagnie péninsulaire et orientale qui jusqu'à ce jour a exécuté ce service sur l'Australie, les Indes et l'Europe, d'une manière si satisfaisante.

La question est de savoir si l'on se contentera d'un service mensuel comme celui dont nous avons vu jusqu'à ce jour, ou si les besoins des colonies demandent de plus fréquentes communications régulières avec l'Europe; puis, quelle sera la meilleure route à choisir.

Trois voies se présentent, ayant chacune ses avantages et ses désavantages. La première, qui compte le plus de partisans, est celle de Suez; il est presque certain qu'on l'a maintiendra.

Puis vient la voie de Californie, exploitée depuis quelque temps déjà, mais avec une irrégularité qui ne plaide guère en sa faveur. Un traité entre la Nouvelle-Zélande et la colonie de Victoria pour subsidier cette ligne n'a pas eu jusqu'à présent le succès qu'en attendaient ses auteurs. Il est cependant certain par suite des immenses avantages que pourraient produire, dans la suite, des communications régulières avec le continent américain, que ce projet ne tardera pas à être représenté dans des conditions moins onéreuses.

Enfin, vient la route du cap de Bonne-Espérance, vaillamment défendue par les partisans de l'immigration et trouvant, pour cette raison même, une forte opposition dans les colonies.

De tous les projets qui se discutent en ce moment sortira probablement un arrangement qui nous permettra de correspondre régulièrement chaque quinzaine avec l'Europe, au lieu de devoir attendre un mois.

Le 2 juillet est une date mémorable pour les colonies; c'est le jour de l'arrivée à Adelaide du premier message télégraphique direct de Londres aux nouvelles colonies remontant au 22 juin. Malheureusement ce message n'a pu jusqu'à présent être suivi d'aucun autre, par suite d'une rupture du câble sous-marin. Cet accident prouve combien les craintes que l'on entretenait en se confiant à une seule ligne étaient fondées.

Nous n'étions pas encore assez accoutumés à recevoir chaque jour des nouvelles d'Europe, pour que cette interruption de communications se fit beaucoup sentir, mais ce qui causait peut-être le plus d'ennui, c'était de ne pas savoir exactement la nature de l'accident arrivé au câble. D'après une lettre adressée de Batavia, à une firme commerciale de Melbourne et arrivée il y a quelques jours, il paraît maintenant qu'il s'est brisé près de Sandowal-Island, et que le steamer *Investigator* était sur le point de partir pour réparer la rupture. Dans tous les cas, la nature de celle-ci doit être sérieuse, si l'on en juge d'après le temps déjà écoulé.

**BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE**

France.

PARIS, lundi, 7 octobre.

Le bruit, qui a couru samedi à la Bourse, d'un ajournement du deuxième versement de l'emprunt 5 p. c., lequel serait porté d'octobre à novembre, est dénué de fondement.

LOURDES, lundi, 7 octobre.

La grande procession organisée dimanche soir, en l'honneur de Notre-Dame de Lourdes, s'est terminée tranquillement, huit évêques y assistaient.

L'archevêque d'Auch a débité un sermon devant un auditoire de 30,000 personnes.

Angleterre.

LONDRES, lundi, 7 octobre.

Le maréchal de camp Pollock est mort.

Le correspondant du *Times* maintient la nouvelle relative à M. Timascheff, ajoutant que deux autres représentants étrangers à Paris ont tenu le même langage.

Le même correspondant dit que M. de Rémusat a reçu une déclaration du gouvernement grec relative à l'affaire du *Laurium* et une réponse énergique de M. Ferry à ce document.

LIVERPOOL, lundi, 7 octobre.

Les steamers *Minesota*, *Germania*, *Prussia* et *City of Baltimore*, sont arrivés.

PLYMOUTH, lundi, 7 octobre.

Le steamer *Holsatia* est arrivé.

Europe centrale.

BERLIN, lundi, 7 octobre.

La Gazette de la Croix et la Gazette générale de l'Allemagne du Nord démentent la nouvelle relative à un prochain changement dans la direction du ministère des cultes et de la justice.

La Gazette Nationale dit tenir de bonne source que vendredi dernier l'ambassadeur d'Allemagne a prévenu le ministre des affaires étrangères de France qu'à partir du 1<sup>er</sup> novembre les sujets de nationalité française ne seront admis dans les

provinces de l'empire allemand que munis d'un passe-port en règle portant le visa allemand.

**Italie.**

Rome, lundi, 7 octobre.

Le Roi est parti pour Naples.

Le *Journal de Rome* dit que Mgr le cardinal de Bonnehose avait la mission d'engager le Pape à ne pas quitter Rome. Le Journal ajoute qu'il a réussi sans peine, le Pape étant bien décidé à ne pas partir.

**Péninsule ibérique.**

MADRID, dimanche, 6 octobre.

Une manifestation des propriétaires de magasins contre l'impôt municipal sur les portes et fenêtres a eu lieu aujourd'hui. La manifestation n'avait pas de caractère politique; ceux qui en faisaient partie ont acclamé à plusieurs reprises la liberté et le gouvernement.

Au moment où la manifestation allait se dissoudre, les ennemis de la tranquillité publique ont essayé inutilement de troubler l'ordre qui a été immédiatement rétabli, sans efforts et sans difficulté, par l'autorité. Des arrestations ont eu lieu, et la capitale n'a pas perdu un seul instant son aspect de calme ordinaire.

MADRID, lundi, 7 octobre.

La manifestation des commerçants de Madrid s'est dissoute elle-même après un discours de l'alcade promettant que l'autorité résoudrait la question de l'impôt municipal. Hier soir les cafés ont été rouverts, la tranquillité est complète.

**Orient.**

KRAGUEVATZ, lundi, 7 octobre.

L'exposition d'agriculture a été ouverte hier en présence du prince.

Le bureau de la Skupstschina s'est constitué hier.

Les séances de la Skupstschina seront ouvertes aujourd'hui par un discours du trône.

**Outre-Mer.**

NEW-YORK, dimanche, 6 octobre.

Suivant les rapports officiels sur les élections en Géorgie, la majorité obtenue par M. Smith, candidat démocrate, élu gouverneur, est de 40,413 voix.

129 démocrates et 6 républicains ont été élus.

NEW-YORK, dimanche, 6 octobre.

Le steamer *Calabria* est arrivé.

WASHINGTON, dimanche, 6 octobre.

Afin d'alléger le marché financier, M. Boutwell a ordonné d'acheter immédiatement cinq millions de dollars en bons et il a ordonné de vendre cinq millions de dollars en or, aujourd'hui en dehors de l'ordre régulier mensuel.

Le gouvernement a reçu l'avis que la décision de l'empereur Guillaume, relativement à la frontière de San-Juan, serait rendue dans quelques jours.

**Bulletin des bourses.**

PARIS, 7 octobre. — Emprunt 1872, 86-75. — Emprunt 1871, 83-95 0/0. — Rente 3 p. c., 55-05 0/0. — 1<sup>er</sup> dit mob. franc., 45-75 0/0. — Crédit mob. esp., 500-00. — 5 p. c. Italien, 45-75 0/0. — Cons. turcs 5 p. c., 53-60. — Société Générale, 571-00. — Ch. de fer lombard, 732-00. — Ottomans nouv., 315-00. — Ch. de fer lombard, 490-00. — Id. hongrois, 600-00. — Id. Luxembourg, 600-00. — Nord-Espagne, 600-00. — Transatlantique, 600-00. — Espagne ext., 50 5/16. — 6 p. c. américains, 1882, 106 1/2. — Lots Paris, 1871, 248 0/0. — Banque de l'Union franco-belge, 600-00. — Banque de France, 4185. — Banq. franc. hollandaïse, 0/0. — Change sur Londres, 25 3/4 1/2. — Id. sur Amsterdam, 20 1/4. — Id. sur Hambourg, 187 1/2. — Id. sur Anvers, 3/8 prime. — Banque de Paris, 0/0, 0/0.

PARIS, 7 octobre. — Huile de colza (400 kilogr.), courant mois, 93-25. Id. à livrer, nov.-déc., 93-30. 4 premiers mois 1873, 100-50; 4 mois d'éché, 102-00; huile de lin courant mois, 100-00; nov.-déc., 99-75; 4 premiers mois, 99-50; farines 8 marques, sac de 158 kilos, courant mois, 65-50; nov.-déc., 66-75; 4 mois novembre, 65-75.

AMSTERDAM, 7 octobre. — Aut. rente pap. mai, 59 1/8. — Id. argent, janv., 64 1/8. — Lots autr. (1860), 100 0/0. — Id. (1864), 137 1/2. — Lots hongr. (1870), 100 0/0. — Consolides turcs (1868), 51 3/4. — 5 p. c. bons américains (1882), 98 1/16. — Espagne int., 25 7/8. — Id. ext., (1869), 30 0/0. — Pays-Bas, 2 1/2, 55 0/0. — Ottomans, 147 1/4. — Pérou, 74 1/8. — Portugais, 40 7/8. — Empr. fr. 1872, 73 3/8. — Lots turcs anciens, 83 1/2. — Id. nouveaux, 72 1/2. — Changes: Londres, 00-00 0/0; Paris, 56 1/2; Hambourg, 35 1/8; Francfort, 100 3/4.

AMSTERDAM, 7 octobre. — Froment, disponible, sans affaires; seigle, disp., sans changement; seigle, 41-50; blé dur, 45-50; blé tendre, 45-50; blé de lin, 41-50; 41-50; dit automne, 41-00; dit printemps, 39-78; graine de colza disp., 00-00; dit automne, 418 0/0; dit printemps, 000 0/0; pétrole, 00 0/0.

LONDRES, 7 octobre. — Consol. angl., 92 3/8 à 92 1/2. — 5 1/2 bons amér., 1882, 92 3/8 à 92 7/8. — Chem. de fer Illinois, act. 000 0/0 à 000 0/0. — Id. Erie, act. 39 1/4 à 39 1/2. — Consol. turcs, 5 p. c., 51-85, 52-3/8 à 52-5/8. — Id., 1869, 60 5/8 à 60 3/4. — Espagne int., 25 7/8. — Id. ext., 30 0/0. — Pays-Bas, 2 1/2, 55 0/0. — Ottomans, 147 1/4. — Pérou, 74 1/8. — Portugais, 40 7/8. — Empr. fr. 1872, 73 3/8. — Lots turcs anciens, 83 1/2. — Id. nouveaux, 72 1/2. — Changes: Londres, 00-00 0/0; Paris, 56 1/2; Hambourg, 35 1/8; Francfort, 100 3/4.

AMSTERDAM, 7 octobre. — Froment, disponible, sans affaires; seigle, disp., sans changement; seigle, 41-50; blé dur, 45-50; blé tendre, 45-50; blé de lin, 41-50; 41-50; dit automne, 41-00; dit printemps, 39-78; graine de colza disp., 00-00; dit automne, 418 0/0; dit printemps, 000 0/0; pétrole, 00 0/0.

LONDRES, 7 octobre. — Consol. angl., 92 3/8 à 92 1/2. — 5 1/2 bons amér., 1882, 92 3/8 à 92 7/8. — Chem. de fer Illinois, act. 000 0/0 à 000 0/0. — Id. Erie, act. 39 1/4 à 39 1/2. — Consol. turcs, 5 p. c., 51-85, 52-3/8 à 52-5/8. — Id., 1869, 60 5/8 à 60 3/4. — Espagne int., 25 7/8. — Id. ext., 30 0/0. — Pays-Bas, 2 1/2, 55 0/0. — Ottomans, 147 1/4. — Pérou, 74 1/8. — Portugais, 40 7/8. — Empr. fr. 1872, 73 3/8. — Lots turcs anciens, 83 1/2. — Id. nouveaux, 72 1/2. — Changes: Londres, 00-00 0/0; Paris, 56 1/2; Hambourg, 35 1/8; Francfort, 100 3/4.

AMSTERDAM, 7 octobre. — Froment, disponible, sans affaires; seigle, disp., sans changement; seigle, 41-50; blé dur, 45-50; blé tendre, 45-50; blé de lin, 41-50; 41-50; dit automne, 41-00; dit printemps, 39-78; graine de colza disp., 00-00; dit automne, 418 0/0; dit printemps, 000 0/0; pétrole, 00 0/0.

LONDRES, 7 octobre. — Consol. angl., 92 3/8 à 92 1/2. — 5 1/2 bons amér., 1882, 92 3/8 à 92 7/8. — Chem. de fer Illinois, act. 000 0/0 à 000 0/0. — Id. Erie, act. 39 1/4 à 39 1/2. — Consol. turcs, 5 p. c., 51-85, 52-3/8 à 52-5/8. — Id., 1869, 60 5/8 à 60 3/4. — Espagne int., 25 7/8. — Id. ext., 30 0/0. — Pays-Bas, 2 1/2, 55 0/0. — Ottomans, 147 1/4. — Pérou, 74 1/8. — Portugais, 40 7/8. — Empr. fr. 1872, 73 3/8. — Lots turcs anciens, 83 1/2. — Id. nouveaux, 72 1/2. — Changes: Londres, 00-00 0/0; Paris, 56 1/2; Hambourg, 35 1/8; Francfort, 100 3/4.

AMSTERDAM, 7 octobre. — Froment, disponible, sans affaires; seigle, disp., sans changement; seigle, 41-50; blé dur, 45-50; blé tendre, 45-50; blé de lin, 41-50; 41-50; dit automne, 41-00; dit printemps, 39-78; graine de colza disp., 00-00; dit automne, 418 0/0; dit printemps, 000 0/0; pétrole, 00 0/0.

LONDRES, 7 octobre. — Consol. angl., 92 3/8 à 92 1/2. — 5 1/2 bons amér., 1882, 92 3/8 à 92 7/8. — Chem. de fer Illinois, act. 000 0/0 à 000 0/0. — Id. Erie, act. 39 1/4 à 39 1/2. — Consol. turcs, 5 p. c., 51-85, 52-3/8 à 52-5/8. — Id., 1869, 60 5/8 à 60 3/4. — Espagne int., 25 7/8. — Id. ext., 30 0/0. — Pays-Bas, 2 1/2, 55 0/0. — Ottomans, 147 1/4. — Pérou, 74 1/8. — Portugais, 40 7/8. — Empr. fr. 1872, 73 3/8. — Lots turcs anciens, 83 1/2. — Id. nouveaux, 72 1/2. — Changes: Londres, 00-00 0/0; Paris, 56 1/2; Hambourg, 35 1/8; Francfort, 100 3/4.

AMSTERDAM, 7 octobre. — Froment, disponible, sans affaires; seigle, disp., sans changement; seig

